
**CREDIT-TEMPS, DIMINUTION DE CARRIERE ET
REDUCTION DES PRESTATIONS DE TRAVAIL A MI-TEMPS**

C.C.T. DU 22 MAI 2003

C.C.T du 11.05.2001 (A.R. 14.11.2001 -MB. 15.01.2003), *modifiée par*
C.C.T. du 12.11.2001, déposée le 29.01.2002, nr. de dep. 60.572/CO/110

Article 1

La présente Convention Collective de Travail s'applique aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission Paritaire pour l'Entretien du Textile.

Article 2

Cette Convention Collective de Travail donne exécution aux dispositions de la Convention Collective de Travail nr. 77bis du 19 décembre 2001 conclue au sein du Conseil National de Travail concernant l'installation d'un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps.

DROIT AU CREDIT-TEMPS

Article 3

Sous les conditions fixées dans cette convention les ouvriers et ouvrières ont un droit au crédit-temps à partir du 1 janvier 2002 pour une durée maximum de cinq ans sur l'ensemble de la carrière à exercer par période de 3 mois minimum :

- 1° ou en suspendant totalement leurs prestations de travail quel que soit le régime de travail dans lequel ils sont occupés dans l'entreprise au moment de l'avertissement écrit opéré conformément à l'article 8;
- 2° ou en réduisant à mi-temps leurs prestations de travail pour autant qu'ils soient occupés au moins au 3/4 d'un temps plein dans l'entreprise pendant l'année qui précèdent les douze mois l'avertissement écrit opéré conformément à l'article 8.

Le calcul de la durée maximum de crédit-temps sera fait conformément aux dispositions de l'article 4, 1er alinéa de la Convention Collective de Travail n° 77bis du 19 décembre 2001.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.
27 -06- 2003	20 -11- 2003

NR.
NO

68 493 Kolano

Article 4

Pour bénéficier du droit au crédit-temps visé à l'article 3, le travailleur doit avoir été dans les liens d'un contrat de travail avec l'employeur pendant 12 mois au cours des 15 mois qui précèdent l'avertissement écrit opéré conformément à l'article 8.

DROIT A UNE DIMINUTION DE CARRIERE D'1/5

Article 5

Les travailleurs occupés dans un régime de travail réparti sur 5 jours ou plus ont droit à une diminution de carrière à exercer à concurrence d'un jour par semaine ou 2 demi-jours couvrant la même durée pendant une durée maximum de 5 ans calculée sur l'ensemble de la carrière.

Ce droit est exercé par période de 6 mois minimum.

Le calcul de la durée maximum du droit de diminution de carrière d'1/5 sera fait conformément aux dispositions de l'article 8, 1er alinéa de la Convention Collective de Travail n° 77bis du 19 décembre 2001.

Article 6

Pour bénéficier du droit à une diminution de carrière visé à l'article 5, le travailleur doit simultanément réunir les conditions suivantes :

- 1° avoir été dans les liens d'un contrat de travail avec l'employeur pendant les 5 années qui précèdent l'avertissement écrit opéré conformément à l'article 8;
- 2° avoir été occupé dans un régime de travail à temps plein pendant les 12 derniers mois des 5 années visées au 1°.

DROIT DES TRAVAILLEURS DE 50 ANS ET PLUS A UNE REDUCTION DES PRESTATIONS DE TRAVAIL

Article 7

Les travailleurs de 50 ans et plus ont droit sans durée maximum à :

- 1° une diminution de carrière à concurrence d'un jour par semaine ou 2 demi-jours couvrant la même durée pour autant qu'ils soient occupés dans un régime de travail réparti sur 5 jours ou plus ;
- 2° une diminution des prestations de travail sous la forme d'une réduction des prestations de travail à mi-temps.

Pour bénéficier du droit à une réduction de carrière les travailleurs doivent remplir les conditions fixées dans l'article 10 de la Convention Collective de Travail n° 77bis du 19 décembre 2001.

Ce droit est exercé par période de 6 mois minimum.

Ces travailleurs ne sont pas pris en considération pour le calcul du seuil fixé dans l'article 10.

DISPOSITIONS COMMUNES

Article 8

L'exercice des droits visés respectivement aux articles 3, 5 et 7 doit être demandé par écrit d'avance à l'employeur.

Cette demande écrite doit être faite 3 mois à l'avance lorsque l'employeur occupe plus de 20 travailleurs et 6 mois à l'avance lorsque l'employeur occupe 20 travailleurs ou moins.

Par un commun accord de l'employeur et le travailleur cette période peut être raccourcie.

La demande est soumise aux conditions prescrites dans l'article 12, § 3 et 4 de la Convention Collective de Travail n° 77bis du 19 décembre 2001.

Article 9

§ 1. Le travailleur est averti par écrit de la décision de l'employeur quant à la demande introduite et ceci dans les 8 jours suivant la date de réception de la demande. Dans ce même délai l'employeur peut remettre l'exercice du droit au crédit-temps, à la diminution de carrière et à la réduction des prestations de travail pour des raisons externes où internes impératives; dans ce cas le droit au crédit-temps, à la diminution de la carrière ou à la réduction des prestations de travail prend cours au plus tard six mois à compter du jour où il aurait été exercé en l'absence de report.

En cas d'ajournement à l'initiative du travailleur, un entretien à ce sujet peut être demandé entre l'employeur et le permanent local.

§ 2. Au plus tard le dernier jour du mois suivant le mois au cours duquel la demande écrite a été faite l'employeur et le travailleur s'accordent sur les modalités de l'exercice du droit. Les jours où le droit à la diminution de carrière, ou de réduction des prestations de travail sont répartis de manière à assurer la continuité de l'entreprise ou du service.

cf. l'article 5 et 7, 1) 3/9/23

Article 10

§ 1. Le nombre des travailleurs qui peuvent en même temps bénéficier d'un droit au crédit-temps, à la diminution de carrière ou de prestations de travail à mi-temps, visé respectivement aux articles 3, 5 et 7 est, par année civile, limité à 5% du nombre des travailleurs occupés dans l'entreprise au 30 juin de l'année civile précédente à

l'exercice simultané de ces droits. Au niveau de l'entreprise l'employeur peut, à titre volontaire et après concertation avec les syndicats, dépasser le pourcentage mentionné ci-dessus.

- § 2. Les travailleurs âgés 50 ans ou plus qui jouissent d'un système de diminution de carrière ou d'une réduction des prestations de travail à mi-temps, visé dans l'article 7, ne sont pas pris en considération pour le calcul du 5 %.

Article 11

Les travailleurs qui remplissent la fonction de laveur, livreur, mécanicien/technicien et les ouvriers avec une fonction de surveillance n'ont droit au crédit-temps, à la diminution de la carrière ou à la réduction des prestations de travail que si un remplacement à part entière est possible et s'ils ont obtenu le consentement de l'employeur.

Article 12

Après la période d'exercice du droit au crédit-temps, à la diminution de la carrière ou à la réduction des prestations de travail le travailleur est, sauf le cas de force majeure, reclassé dans sa fonction ancienne ou équivalente (même niveau salariale).

ENTREE EN VIGUEUR

Article 13

La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par l'une des parties moyennant un préavis de trois mois, adressée par lettre recommandée au Président de la Commission Paritaire pour l'Entretien du Textile et aux organisations qui y sont représentées.

TIJDSKREDIET, LOOPBAANVERMINDERING EN
HALVERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES

C.A.O. VAN 22 **MEI** 2003

C.A.O. van 11.05.2001 (K.B. 14.11.2001 – B.S. 15.01.2003), gewijzigd door
C.A.O. van 22.11.2001 (neergelegd op 29.01.2002, reg. nr. 60.572/CO/110).

Artikel 1

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, de werklieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Textielverzorging.

Artikel 2

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst verleent uitvoering aan de beschikkingen van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77bis van 19 december 2001 gesloten in de Nationale Arbeidsraad betreffende de invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en halvering van de arbeidsprestaties.

RECHT OP EEN TIJDSKREDIET

Artikel 3

De werklieden en werksters hebben vanaf 1 januari 2002 binnen de hierna bepaalde grenzen en voorwaarden recht op een tijdskrediet voor een maximumperiode van vijf jaar over de gehele loopbaan, op te nemen per minimumperiode van 3 maanden:

- 1° hetzij door hun arbeidsprestaties volledig te schorsen ongeacht de arbeidsregeling waarin zij in de onderneming tewerkgesteld zijn op het ogenblik van de schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 8;
- 2° hetzij door hun arbeidsprestaties te verminderen tot een halftijdsebetrekking voorzover zij ten minste ten belope van 3/4de van een voltijdse betrekking in de onderneming tewerkgesteld zijn gedurende de 12 maanden voorafgaand aan de schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 8.

Voor de berekening van de duur van het tijdskrediet zal rekening worden gehouden met hetgeen bepaald is in artikel 4, eerste lid van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77bis van 19 december 2001.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR. EN REGISTR. |
27 -06- 2003 | 20 -11- 2003 |

NR.
N°

6*493 10/10/03

Artikel 4

Om recht te hebben op het tijdskrediet als bedoeld in artikel 3, moet de werknemer door een arbeidsovereenkomst met de werkgever verbonden zijn geweest gedurende 12 maanden in de loop van de 15 maanden die voorafgaan aan de schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 8.

RECHT OP EEN 1/5e LOOPBAANVERMINDERING

Artikel 5

De werklieden en werksters die tewerkgesteld zijn in een arbeidsregeling gespreid over 5 of meer dagen, hebben recht op een loopbaanvermindering ten belope van een dag per week of 2 halve dagen over dezelfde duur, voor een maximumperiode van 5 jaar over de gehele loopbaan.

Dit recht wordt uitgeoefend per période van minimum 6 maanden.

Voor de berekening van de duur van het recht op een 1/5e loopbaanvermindering zal rekening worden gehouden met hetgeen bepaald is in artikel 8 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77bis van 19 december 2001.

Artikel 6

Om recht te hebben op een loopbaanvermindering als bedoeld in artikel 5, moet de werknemer gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen:

- 1° door een arbeidsovereenkomst met de werkgever verbonden zijn geweest gedurende de 5 jaar die voorafgaan aan de schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 8;
- 2° in een voltijdse arbeidsregeling tewerkgesteld zijn geweest gedurende de laatste 12 maanden van de 5 jaar als bedoeld in 1°.

RECHT VAN DE WERKNEMERS VAN 50 JAAR EN OUDER OP EEN VERMINDERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES

Artikel 7

De werklieden en werksters die de leeftijd van 50 jaar hebben bereikt, hebben zonder maximumduur recht op :

- een loopbaanvermindering ten belope van een dag per week of 2 halve dagen per week voorzover zij tewerkgesteld zijn in een arbeidsregeling gespreid over 5 of meer dagen;
- een vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking.

Dit recht wordt uitgeoefend per période van minimum 6 maanden.

Om recht te hebben op een vermindering van de arbeidsprestaties moeten de werklieden en werksters voldoen aan de in **artikel 10** van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77bis van 19 december 2001 bepaalde voorwaarden.

Deze werklieden en werksters komen niet in aanmerking voor de berekening van het in artikel 10 vermelde percentage.

GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

Artikel 8

Het uitoefenen van de rechten beschreven in de artikel 3, 5 en 7 dient vooraf aangevraagd te worden bij de werkgever.

De aanvraag dient te gebeuren, ten laatste drie maanden voor de gewenste aanvangsdatum wanneer de werkgever meer dan 20 werknemers tewerkstelt en ten laatste zes maanden voor de gewenste aanvangsdatum wanneer de werkgever ten hoogste 20 werknemers tewerkstelt. Bij wederzijds akkoord tussen de werkgever en de werknemer kunnen deze termijnen worden ingekort.

De aanvraag moet gebeuren op de wijze die is bepaald in artikel 12, §3 en 4 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77bis van 19 december 2001.

Artikel 9

§1. De werknemer wordt schriftelijk op de hoogte gebracht van de beslissing van de werkgever ten overstaan van de ingediende aanvraag binnen acht dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag. Binnen dezelfde termijn kan de werkgever de uitoefening van het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking uitstellen om ernstige interne of externe redenen; in dat geval gaat het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties in uiterlijk 6 maanden te rekenen vanaf de dag waarop het uitgeoefend zou zijn alser geen uitstel was geweest.

In geval van een uitstel kan op initiatief van de werknemer hierover een onderhoud gevraagd worden tussen de plaatselijke vrijgestelde en de werkgever.

§2. Uiterlijk op de laatste dag van de maand volgend op de maand tijdens welke de schriftelijke kennisgeving werd verricht, worden de werkgever en de werknemer het eens over de voorgestelde wijze van uitoefening van het recht. De dagen waarop het recht op loopbaanvermindering als bedoeld in artikel 5 en 7,1 wordt uitgeoefend, worden derwijze gespreid dat de continuïteit van de onderneming of de dienst wordt gewaarborgd.

4

Artikel 10

§ 1. Het aantal werknemers dat gelijktijdig kan genieten van het recht op **tijdskrediet**, loopbaanvermindering of **vermindering** van arbeidsprestaties tot een **halftijdse** betrekking, als bedoeld in de **artikelen 3, 5 en 7** is per kalenderjaar beperkt tot 5% van het aantal werknemers dat met een arbeidsovereenkomst in de onderneming is tewerkgesteld op 30 juni van het jaar voorafgaand aan het jaar tijdens **hetwelk de rechten** gelijktijdig worden uitgeoefend. Op ondernemingsvlak kan de werkgever op vrijwillige basis, in overleg met de vakbonden, het **vermelde percentage overschrijden**.

§ 2. De werknemers van 50 jaar en ouder die van een systeem van loopbaanvermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, als bedoeld in **artikel 7**, genieten, worden niet meegeteld in de berekening van de 5 %.

Artikel 11

De werklieden en werksters die de functie uitoefenen van wasser, besteller, **technieker/mechanieker** en de leidinggevende personeelsleden hebben **slechts** recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van arbeidsprestaties, indien zij er een volwaardige vervanging voorhanden is en mits akkoord van hun werkgever.

Artikel 12

Na **afloop** van de période van uitoefening van het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, wordt de **werknemer**, behoudens in **geval van overmacht**, terug opgenomen in zijn vroegere of een gelijkwaardige (= zelfde loonniveau) functie.

INWERKINGTREDING

Artikel 13

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2003 en is gesloten voor onbepaalde duur.

De **ondertekenende partijen** kunnen de overeenkomst opzeggen door middel van een **aangetekend** schrijven dat gericht moet worden aan de **Voorzitter** van het Paritair Comité en de andere ondertekenende partijen. Er dient een **opzeggingstermijn** van drie maanden in acht genomen te worden.

=====